

Le groupe Kem One peut renaître de ses cendres

Thomas Lemahieu Mardi, 19 Novembre, 2013

Dans un plan baptisé Phoenix, la CGT de l'ex-pôle vinylique d'Arkema, cédé à l'affairiste Gary Klesch, projette une reprise par les salariés à travers leur fiducie sociale. Jours déterminants pour les salariés de Kem One, l'ex-pôle vinylique d'Arkema racheté l'année dernière par l'affairiste américain Gary Klesch et dont la branche amont (chlorochimie et production de PVC) est aujourd'hui menacée de saccage, avec ses 1 300 emplois dans les Bouches-du-Rhône et dans le Rhône. Hier après-midi, au cours d'un comité central d'entreprise, les élus du personnel ont réitéré leur demande à l'administrateur judiciaire : les conditions, comme l'apurement des dettes envers les fournisseurs et les nouveaux tarifs de fourniture, doivent être levées, sous peine d'entraver les possibilités de reprise. Au cours des séances ultérieures, dans le courant de la semaine, les représentants syndicaux doivent normalement rencontrer les trois candidats à la reprise : deux fonds américains, Sun European Partners et OpenGate Capital, et l'industriel français Alain de Krassny. C'est également ces jours-ci que la CGT de Kem One va défendre son propre projet de relance pour l'entreprise. Baptisé Phoenix, ce plan dont l'administrateur judiciaire a déjà reconnu la qualité et la cohérence comporte un schéma de prise de contrôle de l'entreprise par les fiducies sociales créées pour couvrir le sort des salariés. Dans ce schéma, le but, pour la CGT, n'est pas de voir cet actionnaire d'un nouveau genre « faire de l'argent sur le dos de Kem One », mais de « travailler pour le retournement du groupe, de le rendre rentable et pérenne », alors que les autres candidats à la reprise ne pensent qu'à la culbute financière qu'ils pourraient faire en revendant très vite l'entreprise. Dans le plan de financement, le syndicat, accompagné dans ses démarches par Me Jean-Marie Valentin, un avocat spécialisé qui a travaillé avec la CGT sur plusieurs mécanismes financiers protégeant les salariés dans un secteur de la pétrochimie en pleine restructuration, table sur les fiducies industrielle et sociale abondées à hauteur de 34 millions d'euros par Arkema au moment de la cession à Gary Klesch, ainsi que sur des apports des régions Paca et Rhône-Alpes (14 millions d'euros) ou encore de la Banque publique d'investissement (45 millions). Vendredi dernier, les promoteurs du projet Phoenix ont rencontré des représentants de Matignon et de Bercy qui, dit-on, ont marqué leur intérêt pour cette démarche inédite. Dans un secteur très intégré, les syndicalistes de Kem One sollicitent l'appui de tous. Afin que leur plan puisse voir le jour, tous le savent, Total et Arkema doivent accepter de jouer le jeu, alors que, depuis des années, ils ont cherché à se délester de ces activités aujourd'hui échouées dans le groupe Kem One...